

Pour que le succès de cette approche puisse se poursuivre, nous devons veiller à ce que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international disposent de ressources suffisantes pour assumer le rôle capital qui est le leur. L'élargissement de la facilité d'ajustement structurel du FMI en décembre dernier a constitué à cet égard une étape très importante. De même, l'approbation rapide par tous les gouvernements de l'augmentation générale du capital de la Banque mondiale et la rapidité des souscriptions, représentent un élément déterminant.

L'élargissement de la "palette d'options" offerte aux pays débiteurs et à leurs créanciers commerciaux doit également être encouragé. Nous ne devons pas gêner l'apparition de ce qui représente une "deuxième voie" dans la stratégie d'allègement de la dette, à savoir notamment des moyens nouveaux de réduction de la dette axés sur le marché et librement décidés.

La volonté de libéraliser et de développer les échanges est indispensable pour assurer le maintien de la croissance économique. Là encore, il y a place pour un certain optimisme dans les ambitieuses négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, qui se déroulent actuellement à Genève. L'amorce de ces pourparlers est de bon augure et il faudra ne rien perdre de cet élan tout au long des difficiles négociations qui restent à venir, afin qu'elles aboutissent à des résultats satisfaisants. Ces négociations revêtent également une importance essentielle pour les pays en développement, en particulier pour la réussite des politiques axées sur le marché que nous les encourageons à suivre pour développer leurs exportations et favoriser la croissance. Nous devons veiller à ce que ces pays aient les moyens de participer pleinement aux négociations. C'est à nous également que revient la responsabilité de faire le nécessaire pour répondre à leurs besoins légitimes, à savoir un accès plus large aux marchés de l'OCDE et une meilleure garantie d'accès à ces marchés.

Il est urgent que les pays de l'OCDE s'engagent fermement et durablement à libéraliser les échanges. Malgré une situation économique mondiale encourageante, les pressions protectionnistes restent fortes. Au fur et à mesure que disparaîtront les déséquilibres commerciaux, les pays de l'OCDE qui accuseront un déficit commercial croissant pourraient être davantage tentés par le protectionnisme, certains pays actuellement importateurs nets, comme les Etats-Unis, devenant exportateurs nets. Si nous ne parvenons pas à contenir et à désamorcer le protectionnisme, nous serons tous perdants.